13e année
numéro 259

25 Novembre 1937
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

BIBLIOTHÈQUE

DANS CE NUMÉRO

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*. 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE : Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél.: **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 259

(25 novembre 1937)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Pour faire connaitre la vérité



1 YVON et 1 LEGAY .... **3 fr. 50**
5 YVON et 5 LEGAY .... **16 fr.**
10 YVON et 10 LEGAY .... **28 fr.**
50 YVON et 50 LEGAY .... **100 fr.**

le tout **franco.**



Commandez à la **Révolution Prolétarienne,** 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

(Chèques postaux : **734.99 Paris**)

Boukharine exécuté ?

Peu de temps après le procès Radek-Piatakov, au début de cette année, Boukharine fut relevé de ses fonctions de rédacteur-directeur des *Izvestia*, bien qu'il ait sans doute été l'auteur des abominables éditoriaux de la feuille officielle qui avaient demandé « au nom de l'humanitarisme prolétarien » que les plus proches des compagnons de Lénine fussent « abattus comme des chiens sanguinaires ». Ces choses-là, les vieux révolutionnaires avilis et désespérés, sont accoutumés à les écrire sur commande, avec le faible espoir de survivre; et on les leur fait écrire pour les avilir un peu plus avant de les faire disparaître. Boukharine ne tarda pas à être arrêté, ainsi que Rykov, l'ancien président du Conseil des commissaires du peuple, — Alexis Rykov, qui, le premier, en 1927, annonça du haut de la tribune du parti que toute opposition serait désormais brisée par la police politique... Instruits par les exécutions de leurs plus vieux camarades, Rykov et Boukharine, cités devant le Comité central, en fin février, refusèrent de confesser les crimes insensés qu'on leur imputait. A la fin, Rykov, brisé, pleura. Boukharine fut plus ferme et presque agressif. Ils disparurent, exclus du parti et condamnés, probablement sans procès, à huit ou dix ans de réclusion, ce qui n'avait aucune importance. L'évidence était qu'après les avoir fait comparaître devant le C. C. dont les deux cents membres avaient enregistré leur défense et le demi-réquisitoire de Boukharine contre Staline, il était impossible de les faire fusiller; impossible aussi de les juger puisque l'on ne juge en plein jour que les accusés d'une complaisance sûre; *impossible, enfin, de les laisser vivre.*

Le Chef génial s'est couvert de sang autant que les pires despotes figurant dans l'Histoire de Russie. Un peuple entier le sait, le voit. Il a fait disparaître, dans la tombe ou dans les oubliettes, tout le Comité central de 1917, tout le vieux parti bolchévik. Mais de ce vieux parti survivraient deux hommes et qui furent des premiers, tous deux membres du premier Bureau politique de la révolution; Rykov, organisateur de la production nationalisée pendant les années de communisme de guerre, puis successeur de Lénine à la tête du gouvernement; Boukharine, idéologue et théoricien, un des cerveaux du bolchévisme, cher à toute la jeunesse pensante de l'URSS, ce Boukharine dont Lénine, craignant en 1918 la balle ou la bombe, parlait à Trotski en ces termes : « Si nous sommes tués, croyez-vous que Boukharine et Sverdlov s'en tireront? » Qu'ils se soient reniés des années durant, les diminue moins certainement que la collectivisation forcée, la famine de 1929-34 et les proscriptions sans fin n'accablent en réalité, devant la conscience des masses, le Chef tout puissant. Rykov et Boukharine ont été les leaders d'une opposition de droite qui voulait la paix avec les paysans, dans l'intérêt d'un Etat bureaucratique assagi. Jamais ils n'ont osé livrer un combat politique, mais, écartés du pouvoir en fait, avec Tomski, le suicidé d'août 36, ils sont aujourd'hui, ils seront demain, si on les laissait vivre, les seules têtes de la révolution de naguère dégagées des plus monstrueuses responsabilités. Leur seule existence, au fond des prisons, constituerait ainsi un danger politique dont Staline ne saurait s'accommoder.

Il y a deux mois environ, une panne d'électricité s'étant produite à Léningrad, on arrêta le directeur du trust *Lénénergo* qui confessa aussitôt s'être livré au sabotage sur directives de son ami Rykov... Quelques jours plus tard, des « agitateurs religieux » arrêtés à leur tour déclaraient qu'ils fondaient toutes leurs espérances sur « l'arrivée au pouvoir de Rykov et Boukharine ». Un ancien anarchiste, directeur d'entreprises métallurgiques de la région de Moscou, disparaissait, dénoncé comme un ennemi du peuple, parce qu'il avait été admis dans le parti *en* 1920 sur la recommandation personnelle de Boukharine... Ces faits, publiés par la presse soviétique, faisaient clairement entendre que l'on préparait quelque chose : procès à huis clos ou exécution secrète; ou encore que tout était déjà fini et que l'on préparait simplement l'opinion à un communiqué... Et voici que la revue *La Justice soviétique,* organe officiel du commissariat du peuple à la Justice de l'URSS (qui vient de laisser disparaître le commissaire du peuple à la Justice de la RSFSR, Antonov-Ovséenko...) publie dans son numéro 21 un article nous portant à croire que Boukharine a été fusillé. La justice soviétique, y est-il dit, « a vu défiler une série disparate de criminels invétérés et endurcis qui commence avec Pourichkévitch et Krasnov et finit par Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Toukhatchevski et autres. » De ces « bandits, les boukhariniens se sont révélés les plus dangereux. » Ce texte semble effroyablement clair.

Boukharine avait milité en Europe et en Amérique. Quarante-sept ans. Il me paraît avoir eu raison contre Lénine dans un débat sur l'Etat, au début de la révolution. Le premier, en 18, il avait préconisé l'expropriation totale des grandes industries. En 21, à l'époque de Cronstadt, parlant devant des délégués étrangers, il avait expliqué la *nep* par l'impossibilité où était la dictature du prolétariat d'infliger aux masses petites-bourgeoises (rurales) une saignée suffisante... En 25, ce fut lui qui lança à ces mêmes masses le slogan : « Enrichissez-vous! » Un peu plus tard, persécutant les trotskistes, il rêva d'être l'idéologue de Staline. Mais il comprit vite le Chef et dit dès alors : « Gengis Khan, bas produit du Comité central... Il nous étranglera tous... » Il avait les défauts et les qualités des vrais bolchéviks de la victoire révolutionnaire. Infiniment sympathique dans le privé, simple et désintéressé. — Il était venu parler à Paris, il y a dix-huit ou dix-neuf mois, de la « culture soviétique ». Des intellectuels, qui avaleront servilement sa mort comme tout le reste, l'avaient ovationné...

⁂

L'académie des sciences de l'URSS l'avait exclu récemment. Elle approuvait par la même occasion l'épuration de milieux scientifiques où la Sûreté découvrait des « nids de contre-révolutionnaires agents de l'ennemi... » Une dépêche de l'agence Havas, datée de Helsingfors, 20 novembre, nous apprend que le constructeur d'avions soviétiques, Toupolev, créateur des appareils ANT, dont l'un franchit le pôle pour aller se poser aux Etats-Unis, a disparu à Moscou et que la rumeur publique le dit fusillé... Pendant ce temps, le successeur de Boukharine aux *Izvestia* écrit (16 nov.) :

« Le peuple soviétique offre à ses savants, à ses écrivains, à ses médecins, à ses artistes, à ses agronomes, à ses ingénieurs, à ses instituteurs, les plus larges possibilités de création inspirée et le bénéfice de tous les droits politiques que la démocratie soviétique reconnaît à tout citoyen... »

L'article évoque Giordano Bruno et Galilée; et déplore l'exil d'Einstein... De vieux académiciens renchérissent là-dessus.

On épure les ambassades soviétiques. Cinq ambassadeurs seraient arrêtés : Davtian, rappelé de Varsovie; Asmus, rappelé d'Helsingfors; Brodovski, rappelé de Riga, et Podolski, rappelé de Kaunas; enfin Iourénev qui fut à Rome et Tokio. Oustinov, ambassadeur à Tallinn s'est suicidé. Des dépêches de correspondants étrangers à Moscou parlent des « aveux passés par Krestinski, Iourénev, Antonov-Ovséenko... » La seule chose certaine, c'est que les hauts fonctionnaires du régime continuent à disparaître. Je prévoyais, il y a des mois, ces hécatombes aussi indispensables à la contre-révolution bureaucratique que l'était sous le Directoire la proscription des ex-Jacobins, mais plus sanglantes et plus hypocritement consommées parce qu'elles se passent en Russie. J'en désignais à l'avance quelques victimes en renom; parmi elles Litvinov. Il est douteux qu'il puisse durer après l'épuration du commissariat des Affaires étrangères.

L'agence Havas a fait connaître, dans un télégramme d'inspiration visiblement officieuse, que le gouvernement de l'URSS, « redoutant le sabotage dans ses industries et ses transports », a décidé de ne plus renouveler les permis de séjour des étrangers habitant encore sur son territoire. Aucun autre pays civilisé n'aura donné un pareil exemple de xénophobie. La grande République des Soviets, qui fut notre espoir à tous et le reste malgré tout, en un certain sens, imitant la Commune de Paris, avait proclamé en droit et établi en fait l'égalité complète entre les travailleurs étrangers et ses propres citoyens...

⁂

Tant que l'assassinat de Boukharine n'aura pas été confirmé, nous resterons tenus d'en douter, par principe et par respect humain; et tenus d'agir en conséquence. D'autres hommes, aussi menacés que lui, vivent probablement encore, que l'on peut supprimer demain : Rykov, Christian Racovski, Smilga, Préobrajensky, Biéloborodov. Pour eux tous une vaste, une constante agitation s'impose. Il faut qu'on sache, là-bas, qu'ils appartiennent bien au mouvement ouvrier international, — oui, quelles que soient leurs propres responsabilités dans la déchéance de la révolution russe, — et que nous sommes fermement décidés à ne point les laisser fusiller dans l'obscurité. Tôt ou tard, les fusilleurs devront rendre des comptes; devant la classe ouvrière du monde, c'est dès aujourd'hui. Sachons le leur faire sentir tous les jours.

Le vaste mouvement de réprobation morale qui eût pu s'opposer efficacement à la terreur stalinienne ne s'étant pas produit dès les premiers massacres, ceux de décembre 1934 (affaire Kirov) et d'août 1936 (exécution des Seize), on voit aujourd'hui les conséquences de la carence du mouvement ouvrier, à ces moments, et de l'écœurante complaisance des intellectuels manœuvrés par les officines de la propagande officielle. Après tout ce sang versé, l'histoire ne peut pas suivre les chemins les plus noirs. Tout se paiera. L'inique, le révoltant, c'est que pour l'heure les travailleurs d'Espagne paient d'une grave défaite l'inintelligence et la lâcheté de l'*intelliguentsia* d'Occident. — Maintenant qu'on est devant l'évidence, maintenant que pas une voix digne ne saurait défendre le régime stalinien *tel qu'il est*, une campagne tenace pour le salut des derniers survivants du bolchevisme devrait pouvoir revêtir assez d'ampleur pour être efficace.

Victor SERGE.

Les assassins du Guépéou en Espagne

La "disparition" de Landau et la grève de la faim de sa femme

La plupart des lecteurs de la *R. P.* connaissent sans doute de nom Kurt Landau, camarade autrichien communiste-oppositionnel, qui, après la défaite de Vienne, vint se réfugier en France, et y publia, sous le pseudonyme de Bertram Wolf, une brochure sur la guerre civile en Autriche, dont Giauffret rendit compte à l'époque.

Au début de la guerre d'Espagne, Landau alla à Barcelone se mettre à la disposition du POUM. Aujourd'hui, comme Nin, comme tant d'autres, Landau... a disparu. Des sbires du Guépéou, camouflés officiellement en policiers espagnols, sont venus, sous prétexte de l'arrêter, l'enlever de la petite maison des environs de Barcelone, où il habitait. Depuis lors, aucune nouvelle. La police officielle nie l'avoir arrêté, et le Guépéou, bien entendu, se tient coi.

Sa femme, qui avait été emprisonnée dès juin dernier, en même temps que Nin, Gorkin, etc... et qui, depuis lors, n'a été ni interrogée, ni inculpée de quoi que ce soit, a décidé de faire la grève de la faim.

Voici la lettre qu'elle a adressée au ministre de l'Intérieur de Catalogne, au chef supérieur de la police et au gouvernement de Valence :

1) *Mon mari fut détenu par deux hommes qui se disaient agents de police. J'exige de la police de faire les recherches nécessaires pour savoir où il se trouve actuellement.*

2) *Je demande à la police de me faire savoir si, le 17 juin, j'ai été détenue en tant qu'otage pour mon mari. Si c'est le cas, je demande ma mise en liberté immédiate vu le fait qu'une détention ultérieure ne serait plus justifiée.*

3) *Pour le cas où je ne suis pas détenue en tant qu'otage, je demande qu'après 4 mois de déten-*

tion (dont 10 jours dans le « grupo de información », 9 semaines dans la « Delegacion de l'Estado » et plus de 50 jours dans la prison de femmes) il y ait une accusation formelle et mon interrogatoire immédiat.

Dans le cas où je ne recevrai pas de réponse dans le délai de 8 jours, je me verrai obligée de déclarer la grève de faim. Je compte sur l'appui moral de mes camarades détenues comme moi depuis 4 mois sans accusation ni interrogatoire. J'ai réussi à les convaincre de s'abstenir, pour le moment, d'une grève de solidarité.

JULIA LANDAU
Carcel de mujeres
Las Corts — Barcelona.

Cette lettre étant restée sans réponse, la camarade Julia Landau a commencé la grève de la faim le 10 novembre.

Les dernières attaques d'Aragon

Nous publions ci-dessous une seconde lettre du camarade dont nous avions publié une première lettre dans notre numéro du 25 octobre. Elle se rapporte à la dernière phase de l'offensive d'Aragon, dans le secteur sud de l'Ebre et il s'agit toujours de combats menés par la 25e division, l'ancienne division Joubert, division céentiste.

Arino, 11 octobre.

Très cher ami et camarade,

Je reçois à l'instant votre lettre à laquelle je m'empresse de répondre avant de partir, car les temps ont changé. Alors que nous restions autrefois dans une même tranchée des mois et des mois, c'est maintenant « la générale » à chaque instant, et des marches, et des marches, et des transferts d'un point à un autre. Enfin! nous vivons la guerre sous toutes ses faces.

Je vais vous expliquer la dernière offensive, après celle de Belchite. Vous connaissez de nom la Puebla de Alborton; derrière ce village, l'ennemi avait des positions très fortes qui nous empêchaient de rester dans le village. Un matin, nous partons pour les conquérir; nous avions un vent de face, quelque chose de terrible, mais, malgré tout, il fallait coûte que coûte les déloger. Si vous saviez ce que les hommes ont souffert du temps...

Alcaniz, 26 octobre.

Je n'ai pas pu finir ma lettre, le départ a été trop rapide et le temps m'a manqué. C'est très joli d'être secrétaire, lorsqu'on est au repos, mais en campagne ce n'est pas pareil. Vous parlez d'un boulot, mais, avant tout, je vais vous finir ce que j'ai commencé plus haut.

Les hommes ont terriblement souffert de ce chien de temps, mais cela s'est tout de même bien passé. Nous avons pris les cotes indiquées et heureusement sans beaucoup de pertes. Avez-vous appris la mort du petit Sévilla? Vous parlez d'un gosse (1). Il était resté seul à lancer des grenades à 25 mètres des tranchées ennemies; la dernière balle a été pour lui. Un gars, un brave petit gars. Philippe a été regretté. Germinal aussi, mais lui, c'était le chéri de tout le monde. Hélas! Enfin, on commence à s'y faire; à force de répéter : « c'est la guerre », on finit par y croire et ne plus s'étonner.

Voici notre dernière attaque, toute récente, puisqu'elle ne date que de deux ou trois jours, l'attaque sur le Sillero, la plus importante position ennemie, située au nord-est de la Puebla de Alborton, à 5 kilomètres à l'ouest de Mediana. Cette position a été prise presque sans s'en rendre compte. Nous avons eu un mort, le grand Titot, celui qui dormait au Puyacan, dans la tente à côté de vous, vous souvenez-vous? Il lui est arrivé la même chose qu'au petit Sévilla. Dans la compagnie, nous avions des hommes, de véritables héros inconnus. Quel dommage qu'ils disparaissent!

Nous avons aussi attaqué une seconde position, de moindre importance, sans toutefois pousser l'attaque à fond; nous nous sommes contentés de prendre quelques tranchées. Nous voyons Saragosse aussi bien le jour que la nuit. Dire qu'il est si près et qu'on ne peut...

Enfin, de cette offensive, je ne puis vous raconter davantage, si ce n'est que nous avons terriblement souffert de la soif, la position étant terriblement éloignée de toute communication. Dans l'ensemble tout s'est très bien passé.

(1) Il était à peine âgé de 20 ans. Aussi bon que courageux. Voyant arriver à sa compagnie un milicien d'un certain âge, il voulait absolument prendre la garde, la nuit, à sa place, en plus de la sienne propre.

SOLIDARITE INTERNATIONALE ANTIFASCISTE (S. I. A.)

(Section française)

—o—

SIEGE CENTRAL : 26, rue de Crussol - PARIS (11e)
Téléphone : ROQUETTE 73-96

—o—

Solidarité Internationale Antifasciste, créée en Espagne, en Juin 1937, par des éléments de la C.N.T., de l'U.G.T. et avec l'appui de personnalités politiques et littéraires espagnoles, a son prolongement en France, depuis octobre.

Comme son nom l'indique, Solidarité Internationale Antifasciste est faite pour secourir plus particulièrement les victimes des Etats totalitaires, pour dénoncer les crimes du fascisme mondial et y mettre fin par la disparition de cette forme abominable de l'Autorité.

Comme les événements le commandent, Solidarité Internationale Antifasciste se doit d'aider d'abord et avant tout, les antifascistes espagnols pour qu'ils résistent victorieusement aux hordes de Franco, la défaite du fascisme en Espagne devant inévitablement, d'ailleurs, entraîner la déroute du fascisme international.

Solidarité Internationale Antifasciste — qui prêche l'union des forces de liberté, ici, là et ailleurs, c'est-à-dire partout où les fascistes exercent leur dictature ou tentent de le faire — souhaite que le front de la liberté ne se dissocie point en Espagne, que les deux centrales syndicales, la C.N.T., l'U.G.T., réalisant l'unité syndicale, prennent dans la lutte contre Franco et dans la gestion sociale et économique de leur pays la part qui leur revient, la plus grande.

AIDE IMMEDIATE A L'ESPAGNE

Les signataires de ce manifeste, membres du Comité de patronage de la Solidarité Internationale Antifasciste (section française), vous invitent, camarades français, à aider vos frères d'Espagne de toutes vos forces et avec toutes vos ressources.

Les ouvriers, le peuple d'Espagne appellent au secours! Vous ne voudrez pas que ce soit en vain.

René Belin, André Chamson, Lucien Cruzel, Maurice Délépine, Georges Dumoulin, Auguste Fauçonnet, Sébastien Faure, Gaston Guiraud, Roger Hagnauer, Léon Jouhaux, Auguste Largentier, Robert Louzon, Victor Margueritte, Jean Nocher, Magdeleine Paz, Docteur Pierrot, Georges Pioch, Marceau Pivert, Gaston Prache, Paul Reclus, Pr. Paul Rivet, Maurice Rostand, Han Ryner, Vivier Merle, Georges Yvetot.

Comment abattre le fascisme ?

Voici, maintenant l'opinion de nos lecteurs

Le « Parmi nos Lettres » du dernier numéro nous a valu plusieurs articles que nous publions ci-dessous comme autant de contributions au débat institué par l'article d'Horace. Rappelons que nous avons publié cet article dans la R. P. *du 25 septembre et, qu'en outre, dans nos numéros des 10 octobre et 10 novembre, nous avons publié déjà un certain nombre de réponses et de commentaires.*

« Les patriotes d'hier vont être dégommés par ceux d'aujourd'hui... »

Prendre la plume? Chaque jour je me posais cette question. Et comme Durupt je concluais : toi, moins qu'un primaire, puisque je n'ai pas eu le bonheur d'aller à l'école, comment diras-tu, comment crieras-tu ton étonnement, ta douleur de voir que dans nos milieux il est, à présent, question de discuter le *pour* et le *contre* de la guerre! Mes camarades Monatte, Martinet, etc., qui, eux, savent tenir la plume, et qui ne manquèrent pas de courage au moment où il y en avait si peu, vont, une fois de plus, ranimer la flamme qui n'est pas celle de l'Arc de Triomphe...

Qu'importe! Allons, chacun de son savoir, de ses sentiments, de sa répulsion. Une chose que je puis dire c'est la surprise de voir que les patriotes d'hier vont être dégommés par ceux d'aujourd'hui qui se disent internationalistes. Jamais je n'aurais cru que les survivants de la dernière, celle qui fait encore frémir rien que d'y penser, à l'heure où l'on déterre encore les morts allemands et français unis dans le malheur, où la misère matérielle et morale écrase vainqueurs et vaincus encore de nos jours, il se trouverait dans nos rangs des gens pour trouver que nos gouvernants, nos patriotes professionnels ne déclarent pas assez vite une nouvelle guerre!

Dois-je rire ou pleurer? Dois-je adhérer au Parti communiste (?!) et apprendre *la Marseillaise* et *le Chant du Départ?* Dois-je demander pardon aux juges du Conseil de guerre qui m'ont condamné et leur avouer que je n'étais qu'un lâche?...

Sans doute, camarade Leunois, la formule « Plutôt la servitude que la mort », n'est pas heureuse, pour nous qui luttons tant pour la liberté, mais si nous luttons tous les jours par la parole, par l'action, par l'exemple, nous voulons vivre pour lutter et non mourir. Si nous y trouvons la mort dans la lutte, tant pis, mais nous ne cherchons pas la mort.

C'est la première fois, à part Pierre Kropotkine qui déclarait à 74 qu'il aurait pris le fusil pour *défendre* la France contre l'Allemagne (mais non pour *attaquer*), c'est la première fois que j'entends dans nos milieux dits « avancés » de faire la guerre aux peuples, peut-être un peu plus privés que nous de la liberté de parole, de presse, de réunion, par peur que leurs dictateurs ne viennent, d'accord avec les meilleurs Français, imposer leur façon de gouverner.

Mais, oui ou non, la *liberté d'expression* existe-t-elle en Russie? Fera-t-elle partie du bloc des démocraties? Oui ou non les démocraties — c'est-à-dire nos bons capitalistes, nos bons patriotes pour qui nous devons nous faire tuer ou mutiler — livrent-elles le pétrole, le minerai aux dictateurs qui font présentement la guerre? — comme faisaient les états-majors français et allemand pendant la guerre.

J'arrête là ces quelques raisons, —il y en a tant d'autres — ces faits connus de tous ceux qui lisent un peu; seuls les bornés, ou ceux qui ne marcheront pas parce que trop vieux, ou qui ont le bon petit filon à l'arrière, ou ceux qui fuient la lutte chez eux pour venir faire du patriotisme ici, lancent de nouveau le bobard de la guerre qui donne la liberté aux peuples.

Horace et ses pareils pourront-ils nous faire tenir quelques livres qui nous diront quels sont les peuples à qui l'on octroya la liberté après la guerre?

Mais j'y pense, camarades de la *R. P.* et ce petit noyau qui poussèrent un cri de soulagement quand Romain Rolland, alors si humain, si sensible, publia son article « Aux Peuples Assassinés » et qu'Amédée Dunois édita courageusement en brochure, allez-vous faire amende honorable au Comité Confédéral, aux camarades des *Temps Nouveaux* qui, eux au moins, n'avaient pas vanté, encouragé à la guerre, mais crurent peut-être sincèrement à la guerre de la civilisation contre la barbarie?

Je vous pose, à mon tour, chers camarades, la question suivante : Etes-vous restés fidèles à la devise « Peuples de tous les pays unissez-vous »?

J. Béranger (La Courneuve).

« C'est Horace qui a raison »

Jean Leunois écrit : « Pour rompre le cercle infernal des guerres nationales, pour abattre le fascisme, une solution, une seule : la révolution prolétarienne »!

Soyons sérieux. La révolution mondiale n'est pas encore pour demain. Nul ne le contestera. Leunois prétend donc qu'il suffirait, pour assurer la paix, d'une révolution prolétarienne victorieuse en France. Mais cette révolution prolétarienne victorieuse en France, Hitler et Mussolini l'écraseraient le lendemain. Alors?!

Comment croire, en effet, que Hitler-Mussolini laisseraient faire? Comment croire, au surplus, que, déjà passablement épuisés par leur victoire, les révolutionnaires vainqueurs en France pourraient résister aux deux dictateurs voisins? Remarquer, en outre, qu'une révolution ne s'accomplit pas en cinq minutes; et qu'il est plus qu'infiniment probable que le concours actif des deux fascismes étrangers serait dès le début acquis aux fascistes de France, à toutes les forces capitalistes de notre pays. Morale : toute tentative révolutionnaire en France est devenue impossible. Tout au moins, pareille tentative apparaît dès maintenant vouée à un échec certain.

Et que cela plaise ou non, les ouvriers de France ne peuvent désormais attendre leur total affranchissement que d'une défaite préalable des deux fascismes voisins. Et de la défaite de Franco.

Ne pas compter sur l'Angleterre. A moins que la révolution n'y triomphe en même temps qu'en France. Mais ceci est une autre histoire. Et il est bon de ne pas se leurrer. Une Angleterre restée capitaliste ne verrait pas d'un mauvais œil Hitler et Mussolini intervenir contre les rouges de France. Elle les empêcherait de s'arrondir par trop, voilà tout. Peut-être même, et c'est d'ailleurs fort probable, qu'elle aiderait au besoin Hitler et Mussolini à écraser les révolutionnaires d'ici victorieux. Alors?!

Escompter qu'une révolution triomphante en France aurait les sympathies des peuples d'Italie, d'Allemagne, et que les deux peuples refuseraient de marcher contre nous, ou se soulèveraient? C'est, volontairement ou non, ignorer que les deux dictateurs ne laissent à leurs peuples aucune possibilité sérieuse de se renseigner exactement. Fabri-

quer l'opinion, c'est l'enfance de l'art. Et des prétextes, on en trouve, on en invente tant qu'on veut.

Hitler et Mussolini ont su dresser les masses qu'ils gouvernent. Masses qui souffrent, c'est entendu, mais dont les colères ont été, et sont de plus en plus détournées contre nous. Pour les jeter sur nous, ce ne sera qu'un jeu. Alors?!

Alors, et pour l'essentiel, c'est Horace qui a raison, et avec lui Duveau et aussi Henry Muston. Abattre les fascismes est aujourd'hui la condition préalable. La révolution prolétarienne est impossible sans cela. Et il ne s'agit plus de se payer de mots. La question est trop grave.

B.-G. Olive (Dijon).

« Horace n'est pas le seul... »

Une observation liminaire : j'approuve la *R. P.* d'avoir publié ce point de vue, parce que, malheureusement, je ne le crois pas isolé. Se taire sur ce sujet serait une mauvaise politique, et la « ligne générale » de la *R. P.*, selon l'expression de Meysenq, ne doit rien avoir de commun avec la « ligne » des moscoutaires : elle doit admettre l'expression d'une opinion même jugée fausse, quitte à la discuter.

Il y a dans le papier d'Horace des choses ahurissantes. J'en rappellerais quelques-unes. La mystique pacifiste, selon lui, aurait déjà valu :

1° L'aventure italienne en Ethiopie (la France n'a jamais eu d'aventures de ce genre, n'est-ce-pas?).

2° La remilitarisation de l'Allemagne (on ne sache pas que la France soit démilitarisée. Alors?).

3° La réoccupation de la Rhénanie (comme disait feu *le Canard*, les Allemands ont envahi l'Allemagne!).

4° La guerre d'Espagne (ici, c'est plus exact. Mais Horace pense-t-il que la France intervenant l'aurait fait pour porter secours à une Espagne ouvrière?).

Un peu plus loin, nous trouvons : « les pays démocratiques tels que la France et l'Angleterre... ». Horace n'est-il pas fixé sur la « démocratie » de ces deux pays impérialistes qu'il qualifie d'ailleurs, comme il convient, de « repus »? Enfin, voici le bouquet : « Compter sur la chute du fascisme par une action venant de l'intérieur, c'est se leurrer d'un vain espoir ». Ce qui est un appel direct à la croisade. Horace pense-t-il sérieusement que la bourgeoisie française va se jeter dans la bagarre en se proposant d'apporter la « démocratie » au peuple allemand ou au peuple italien? N'est-elle pas l'alliée, au moins virtuelle, de la dictature stalinienne — pire que toutes les dictatures fascistes —, ne flirte-t-elle pas avec la très réactionnaire Pologne, et si la Yougoslavie, où la « démocratie » ne règne pas précisément, semble lui faire des infidélités, ne fait-elle pas son possible pour retenir la coquette? Horace manque de logique.

Certes, la phrase « Plutôt la servitude que la mort » est un regrettable *lapsus linguae*. J'espère que ce n'est que cela, car autrement se trouveraient condamnés tous les efforts du peuple en vue de sa libération, depuis les jacqueries jusqu'à la révolte espagnole, en passant par la Commune et la Révolution russe. On rencontre peut-être un pacifisme de cette sorte chez des individus inéduqués, pas plus soucieux de mourir sur les champs de bataille du patriotisme que sur ceux de la guerre sociale. Mais cela ne justifie pas le jusqu'auboutisme anticipé d'Horace. Cependant, avant de condamner ce camarade et de lui jeter la pierre, il faut s'efforcer de comprendre. J'ai réfléchi après avoir lu son article. Et je voudrais essayer d'expliquer en quelques mots comment je crois qu'une mentalité comme la sienne a pu prendre corps.

Tout d'abord, sa réaction me semble saine à l'origine, si elle est détestable dans ses conséquences : c'est la crainte et l'horreur du fascisme qui l'animent. Comment ce sentiment a-t-il abouti à l'amener sur la position qu'il soutient? Je crois qu'Horace a ressenti profondément et peut-être inconsciemment, la faiblesse actuelle du prolétariat. L'échec du mouvement espagnol en tant que révolution sociale, — je pense qu'il faut ici aussi, voir la réalité en face — a, sans doute, retenti dans son esprit comme une nouvelle raison de désespérer. Il n'est pas douteux que même en France, en dépit des convulsions de l'an dernier, le prolétariat est loin, très loin actuellement, d'être en mesure de mener une action propre pour sa libération effective. Alors, Horace se tourne vers la bourgeoisie. Il s'accroche à l'illusion de la démocratie bourgeoise qui, provisoirement peut-être, lui permet encore de vivre, de manger, de travailler, et même de manifester. Sentant son impuissance, il fait appel à elle pour combattre ce fascisme qu'il redoute. Est-ce là autre chose qu'une des formes multiples de la désespérance du révolutionnaire affecté par les échecs qui se sont succédé en Europe depuis la guerre?

Il est possible que la classe ouvrière ait, en France et ailleurs, encore quelques bouts de chemins à parcourir côte-à-côte avec telle ou telle fraction de la bourgeoisie, afin de battre telle autre fraction plus dangereuse, ou momentanément plus près de tourner au fascisme. Il en sera ainsi tant qu'elle n'aura pas la force suffisante de mener seule sa propre lutte. Cette nécessité est d'ailleurs, nous le savons bien, pleine de dangers. Mais espérer qu'on pourra lutter contre le fascisme « extérieur » aux côtés de la bourgeoisie française qui se fascisera quand il le faudra, c'est une illusion bien dangereuse. Le panneau est déjà tendu; c'est au nom de la lutte antifasciste qu'on nous mobilisera demain. Horace y fonce tête baissée. Engagé sur cette voie, il peut aller loin. S'il ne rétrograde à temps, la logique veut qu'il s'enferme de plus en plus. Lorsque l'Allemagne a « envahi » la Rhénanie, une petite expédition préventive pouvait sans doute assurer à nouveau la paix pour quelques décades. Moyennant cette petite guerre, on en aurait probablement « économisé » une plus grande : ne le dit-il pas lui-même? (Et objectivement, il a raison). De là à penser que pour sauver la Paix, la Civilisation, la Liberté, il devient de plus en plus urgent d'écraser dès maintenant « l'ennemi » en s'enrôlant sous les drapeaux de la bourgeoisie, il n'y a qu'un pas. Un petit pas.

Ce pas-là, Horace n'est pas le seul à l'avoir franchi au fond de son cœur. Nous aurions tort de le croire. La preuve en est fournie par le succès que les moscoutaires ont rencontré auprès d'un nombre important d'ouvriers. Le pacifisme prolétarien a reculé parallèlement à l'internationalisme. L'état-major français sait bien que lorsque le moment viendra, il aura moins de craintes à éprouver que celui de 1914. La vision des pays totalitaires où retentissent le choc des armes et les bruits de bottes (voyez cinéma) ôte toute foi et tout espoir à beaucoup de camarades qui pourtant, ne sont pas des bourgeois. Ils ne voient pas que cette unanimité n'est qu'apparente et que trois mois de guerre éduqueraient bien vite les plus convaincus des hitlériens ou des mussolinistes, comme nous le fûmes nous-même, n'est-il-pas vrai?

Pessimisme, direz-vous. Je ne crois pas. La position des anti-bellicistes est évidemment difficile, parce que le prolétariat est loin d'être éclairé et qu'il se retrouve mal dans la complexité des problèmes. Et alors, que faire? C'est une question trop ample pour que je l'aborde aujourd'hui. En attendant, tout indique malheureusement, je crois, qu'auprès des « larges masses », nous aurons, contre Horace, le sort des Curiaces.

Jacques Perdu (Lyon).

La guerre, c'est le fascisme

Même si la thèse d'Horace est en contradiction avec celle de la *R. P.*, je pense que vous avez bien

fait de faire paraître son article; il permet de confronter plusieurs points de vue.

Je ne crois pas que la guerre des pays démocratiques contre les pays fascistes soit le meilleur moyen pour abattre le fascisme international. Et ceci pour deux raisons primordiales :

1° Comment une déclaration de guerre du groupe démocratique France-Angleterre contre le groupe fasciste Allemagne-Italie serait-elle interprétée par les habitants de ces derniers pays?

Ce serait le renforcement des régimes de dictature; les dictateurs faisant à ce moment figure de pacifistes du fait qu'ils sont les agressés.

En 1914, la confusion des différentes mobilisations n'a-t-elle pas permis aux gouvernements de deux pays belligérants, France et Allemagne, de se faire passer réciproquement pour des agressés? Les peuples de ces deux pays n'ont-ils pas été placés devant le même dilemme. Ne serait-ce pas là une des causes de l'échec du socialisme international, la majeure partie des dirigeants ayant quitté totalement le terrain de classe ?

2° Que sera la guerre de demain?

Très probablement guerre sans déclaration préalable commençant avant la mobilisation par des expéditions, de part et d'autres, aéronautiques.

L'âme de la guerre de demain est sans contredit l'Avion.

Pour faire cette guerre, les belligérants auront surtout besoin d'une armée professionnelle qui sera sans aucun doute bien payée. Armée de métier ou armée de soudards.

En faisant la guerre, comme le propose Horace, ne sera-ce pas placer le socialisme lui-même sous l'autorité de l'armée et son haut commandement? Ne sera-ce pas préparer la masse du peuple à supporter l'autorité et faire le lit de notre propre fascisme?

Continuez, camarades. Votre défaitisme révolutionnaire est sans aucun doute la bonne voie. Serrons-nous les coudes, ce sera le meilleur moyen d'abattre le fascisme.

P. Sirieix (Drôme).

JOURNAUX • LIVRES, REVUES

Georges Michon : ROBESPIERRE ET LA GUERRE REVOLUTIONNAIRE (1791-1792), librairie Marcel Rivière, 15 fr.

Cette étude d'histoire, documentée d'une manière complète et rigoureuse, n'est pas un vain travail d'érudition. Elle prend en effet un intérêt manifeste aux jours où nous sommes conviés à nous embarquer pour la croisade des démocraties contre le fascisme, pour une nouvelle guerre « révolutionnaire » vers laquelle nous pousserait peut-être notre sentiment si la raison critique ne venait nous retenir.

Dans son *Histoire Socialiste*, Jaurès avait vu clair en dénonçant avec force les menées bellicistes des Girondins et même de certains Jacobins qui ont poussé la Révolution dans une guerre contre l'Europe qui ne s'imposait pas en 1792. Il a mis en évidence le rôle de Robespierre qui eut la clairvoyance de montrer le péril et le courage de résister, presque seul, au courant. Les vues et les intuitions de Jaurès ont été vérifiées, confirmées, précisées par G. Michon qui a lu tous les textes utiles et qui montre lumineusement de quelle façon se déclencha la guerre révolutionnaire et comment Robespierre lutta pour le maintien de la paix.

Ses discours, copieusement analysés, le font voir aux prises avec une naissante psychose de guerre. Il ne se borne pas à souligner le danger militaire d'une politique où la Cour ne joue pas franc jeu et se prépare à trahir. C'est le sophisme de certaines guerres de libération qu'il démasque et détruit. Par là, ses arguments sont encore valables, transposables en d'autres temps.

En réaction contre l'emballement sentimental des bellicistes, il voit tous les dangers de la guerre. Il est persuadé qu'elle fera le jeu de la monarchie. Bien loin de libérer les peuples asservis à leurs rois, elle rapprochera souverains et sujets, ces derniers n'étant guère accessibles aux arguments de la propagande.

Ne se bornant pas à redouter les périls de la défaite, il va jusqu'à dénoncer les dangers de la victoire qui préparerait l'apothéose du césarisme et l'établissement d'une dictature militaire. L'ombre de Bonaparte se profile au delà des combats.

Les temps ont changé sans doute, mais la guerre menace encore. Il faudrait que le prolétariat soit aussi lucide que Robespierre et se refuse à entrer dans le jeu sanglant des impérialismes et des état-majors. Nous nous refuserons, d'ailleurs, à proposer à la classe ouvrière l'admiration de l'« Incorruptible » lorsqu'il se montra, en 1793 et 1794, le chef énergique de la guerre nationale, après les défaillances et les trahisons des premiers bellicistes. Nous contribuerions alors à renforcer ce bas nationalisme des *Marseillaises* dont on cherche à saoûler le prolétariat.

Tout en rendant justice à Robespierre, Georges Michon est sans doute de notre avis, lui qui a tant fait pour dénoncer la diplomatie secrète et pour combattre l'esprit de guerre, même lorsqu'il se pare des couleurs entraînantes de l'antifascisme.

A. Richard.

« Je voudrais qu'on se demande si, quelque part en Europe, des hommes, auxquels on a promis autre chose qu'une servitude misérable, pourraient vivre longtemps comme vivent les populations musulmanes d'Algérie, sans se laisser porter aux actes désespérés. »

Philippe Casanova,
conseiller municipal français de Sétif.
(Marianne, **3 novembre.**)

Messali Hadj a été élu conseiller général en Algérie. Le parti qui l'a fait élire est, prétend-on, la reconstitution d'un ancien parti politique dissous. Pour ce délit éminemment politique **le « socialiste » Dormoy refuse à Messali Hadj, conseiller général, le régime des prisonniers politiques.**

Par contre, les dirigeants des Croix de Feu, poursuivis depuis des mois également pour reconstitution de ligues dissoutes, non seulement ne sont pas soumis au régime de droit commun, mais ne sont même pas incarcérés!

Egalité. (Action tunisienne, **13 nov.**)

Marianne **signale que Mussolini fait venir dans les Universités italiennes des centaines de jeunes arabes qui peuvent y poursuivre leurs études gratuitement, tous leurs frais payés.**

L'été dernier, sept jeunes Marocains, ayant passé leur bachot, demandèrent une bourse pour venir poursuivre leurs études dans une Université française.

Les sept bourses furent refusées.

On enlève l'eau aux Marocains.

On leur refuse les moyens de s'instruire.

Mais... on leur donne sainte Thérèse!

Que peuvent-ils demander de plus!

RENAISSANCE
DU SYNDICALISME

LA QUINZAINE

Le syndicat-cobaye

La grève de vingt-quatre heures des métallurgistes parisiens n'a pas eu lieu. Une fois de plus, les dirigeants du Syndicat se sont déjugés, à quelques jours d'intervalle. Ils ont transformé leur propre mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures en débrayage d'une heure sur le tas. Pour le Bâtiment, il y eut simplement un meeting à la sortie des chantiers. Ah! que nous étions loin du tapage mené quinze jours avant contre les sentences inacceptables et finalement acceptées! Quand je pense qu'on voulait entraîner derrière les métallurgistes l'ensemble des corporations parisiennes!

C'est pour donner le change que les responsables de ces palinodies engueulent les militants qui, comme Froideval, ont conservé assez de liberté pour souligner leurs contradictions. Il est possible que leur fable des « agents du patronat » fasse encore son petit effet sur les « crânes bourrés ». Mais ils n'empêcheront pas les ouvriers sérieux de la Métallurgie et du Bâtiment de rechercher les vraies raisons de cette politique de chaud et froid.

Certes, les staliniens possèdent un stock impressionnant d'arguments de rechange.

Au début de l'affaire, ceux qui émettaient quelques doutes sur l'utilité de généraliser le mouvement de vingt-quatre heures prévu étaient des « freineurs » contre la passivité desquels il fallait réagir.

Aujourd'hui, ceux qui constatent l'effet déplorable produit par ces reculades successives et inexpliquées sont des « gauchistes » qui désiraient entraîner les ouvriers parisiens dans une « aventure ». Tout juste si on ne les traite pas d'agents provocateurs.

Cette surabondance de contradictions souligne la volte-face et l'absence d'explication plausible au point de vue syndical.

La sentence des 6% était-elle moins insuffisante le 15 novembre que le 23 octobre? Non.

En cette courte période, la volonté d'action manifestée par la base s'était-elle affaissée? Non.

Certes, il y eut la résolution patronale de Magic-City. Cette résolution, que les gros patrons firent voter par les petits, laissait pressentir le lock-out. Je comprends qu'on fasse attention. Mais ne savait-on pas, dès le 23 octobre, que les patrons voulaient la bataille? Et si on le savait, pourquoi ces mots d'ordre destinés à être ensuite retirés?

En réalité, tout permet de penser à des raisons politiques.

Il est certain qu'une grève générale de vingt-quatre heures eût bien fait l'affaire du Parti communiste si celui-ci avait reçu la consigne de provoquer la chute du gouvernement pour faire place à la combinaison nouvelle dont on parle depuis des mois. Certains staliniens zélés ont pu croire le moment venu. « La pause est finie », s'écriait Raynaud à la conférence d'étude des employés. Erreur! La pause n'était pas finie. L'ordre de renverser Chautemps n'était pas encore donné. L'opération était remise à plus tard. Il fallut rebrousser chemin. Il fallut rentrer les cobayes.

C'est une des plus grandes dérisions de l'unité syndicale que de voir le Syndicat des Métaux continuer à servir docilement de syndicat-cobaye, absolument comme il le faisait naguère dans la C.G.T.U.

Les 150 francs des fonctionnaires

J'en demande bien pardon à nos amis fonctionnaires, mais il me paraît qu'ils ont pris la place des métallurgistes et que le Parti communiste manœuvre avec leurs 150 francs comme il manœuvrait, il y a quinze jours, avec les sentences surarbitrales.

Comment se résoudra le conflit ouvert entre le gouvernement et le Cartel des Services publics?

On ne sait pas encore. Mais il n'est pas exclu que le gouvernement tombe sur cette question.

Si le Parti communiste voulait obtenir cette chute, il ne procéderait pas autrement. Ses élus se bornent, déclarent-ils, à soutenir les décisions de l'organisation syndicale. L'astuce consiste à sortir blanc comme neige d'une crise gouvernementale provoquée apparemment en dehors de soi.

Le sort du cabinet se joue au sein du Cartel des Services publics. Il suffira à ce dernier de repousser toutes les propositions transactionnelles des socialistes pour aboutir à la dislocation de la majorité parlementaire. Les communistes possèdent au sein du Cartel des hommes sûrs et actifs. Selon la consigne, ces hommes pousseront à l'intransigeance ou à la conciliation. La position finale dépendra d'eux, c'est-à-dire de la consigne qu'ils recevront. Autrement dit, la vie du gouvernement Chautemps est entre les mains du Parti communiste. Les décisions des organisations syndicales des fonctionnaires subissent l'influence de considérations qui échappent à la seule défense de l'intérêt ouvrier. Exactement comme celles des Métaux il y a deux semaines.

Cela dit, nos amis fonctionnaires voudront-ils concevoir que nous avions raison, au Congrès de Toulouse, lorsque nous demandions que les syndicats gardent leur indépendance à l'égard du Front populaire?

Ce sont leurs militants — je pense surtout à Delmas et à Lacoste — qui ont insisté pour que la C.G.T. prenne une place prépondérante dans la nouvelle formation politique. Aujourd'hui, Lacoste et Delmas sont contraints de s'opposer au cabinet issu de cette formation. Ils sont pris, ils sont même coincés entre la nécessité de défendre les intérêts des fonctionnaires et leur désir de ne pas disloquer le Rassemblement populaire dont ils furent les artisans. Comment s'en sortiront-ils?

L'alternative ne se poserait pas si, à Toulouse, on s'était réservé. Quand j'ai demandé qu'on ne s'incorpore pas au Front populaire afin que les syndicats ne soient pas entraînés dans la faillite prévisible, Delmas m'a répondu qu'il fallait au contraire être dans le Front populaire pour empêcher son échec. On est donc allé dans le Front populaire. On s'en est

fait les animateurs. Et voilà qu'on s'expose à s'en faire maintenant les démolisseurs, si l'obstination légitime des syndicats des fonctionnaires provoque la chute du cabinet Chautemps. C'ést la morale des événements...

Je souhaite, quant à moi, que nos amis fonctionnaires ne se « dégonflent » pas. Le Front populaire est mort avec le gouvernement de Léon Blum. Il est temps que les syndicats de fonctionnaires reprennent leur indépendance s'ils veulent garder leur force. Si leur revendication des 150 francs provoque la chute du cabinet Chautemps, nous aurons, je crois, beaucoup plus à y gagner qu'à y perdre. Il sera mis fin à l'équivoque qui, depuis des mois, paralyse toutes les corporations. Nous nous sentirons tous plus ou moins libérés.

Tout serait de nouveau à craindre, certes, si de nouvelles manœuvres staliniennes amenaient les syndicats à participer à la succession de Chautemps, dans un troisième gouvernement selon la formule de Moscou. Mais je veux espérer que la leçon aura servi et que la chute de Chautemps, si elle se produit, sera suivie non de la participation syndicale au gouvernement, mais du retour à l'indépendance totale des syndicats. C'est une condition essentielle pour ne plus jamais perdre de vue l'intérêt ouvrier.

Les syndicats et la politique extérieure *Belin écrit dans* Syndicats *que la politique extérieure ne se détermine pas dans les syndicats et que c'est seulement l'affaire du gouvernement.*

Je ne suis pas d'accord avec Belin. Je crois, au contraire, qu'une C.G.T. de cinq millions de membres a le droit et même le devoir d'avoir une politique internationale et d'essayer de la faire triompher.

*Il serait, d'ailleurs, faux de dire que la C.G.T. n'a pas du tout de politique extérieure. Belin a-t-il lu, dans l'*Ecole libératrice *d'août dernier, ces déclarations de Vivès au Congrès des Instituteurs :*

« Imaginez un instant, déclarait Vivès, qu'on ait appelé à la présidence du Conseil ou au ministère des Affaires étrangères le rédacteur de politique étrangère du Peuple *et qu'il ait appliqué à la politique l'esprit qui anime ses articles, dites-moi si la guerre ne serait pas déclenchée depuis longtemps! »*

La C.G.T. a une politique internationale, mais ce n'est pas elle qui la détermine. A la faveur de l'unité, ce n'est pas seulement en politique intérieure que Moscou est devenu le meneur de jeu. Il est terrible de constater que la C.G.T. ne prend position sur les questions extérieures que lorsque Moscou le veut et dans le sens où Moscou le veut. Examinez l'affaire espagnole. Prenez l'Allemagne. Considérez la formation, lente mais continue, des deux blocs de la guerre de demain. Sur tout cela, le Peuple *suit la même ligne que* l'Humanité.

Ici, comme ailleurs, le retour à l'indépendance des syndicats s'impose rigoureusement.

Expression de la classe ouvrière et d'elle seule, la C.G.T. devrait fixer elle-même la politique extérieure qui lui paraît susceptible d'éloigner la guerre. C'est l'intérêt de la classe ouvrière qui lui commande d'éviter de se perdre dans les chemins tortueux où on essaie de la maintenir. Il faut écarter les manœuvres intéressées, plus dangereuses encore que les fantaisies idéologiques.

Alors que Dimitrov parle en maître, qu'il fixe comme critérium du bon militant l'admiration sans réserve de la Russie stalinienne, nous croyons, nous, que la seule « pierre de touche », acceptable pour les militants des syndicats, c'est la défense de la classe ouvrière et la défense de la paix. Ce n'est pas notre faute si, depuis longtemps, cela n'a plus rien de commun avec Moscou, ses exploiteurs et ses fusilleurs.

M. CHAMBELLAND.

EN PASSANT...

Jouhaux à Moscou

Il y a plus d'un mois que nous avions annoncé le voyage. C'est fait. Jouhaux est à Moscou. Avec Schevenels et Stolz, il y « négocie » — est-ce le mot qui convient? — l'entrée des Syndicats russes dans la Fédération Syndicale Internationale.

Si Jouhaux aboutit à un heureux résultat, décrochera-t-il la fonction dont il rêve : celle de président de l'Internationale Syndicale?

Les Russes feraient d'une pierre deux coups : ils élimineraient sir Walter Citrine, coupable de lèse-U.R.S.S., et permettraient à Racamond de devenir secrétaire général de la C.G.T. à la place de Jouhaux. Ainsi la mainmise stalinienne s'affirmerait en même temps sur la direction de la F.S.I. et sur la direction de la C.G.T.

Pourquoi se gêner ?

Le Comité général de l'Union des Syndicats de la région parisienne a voté une résolution sur l'Espagne où sont saluées les « premières mesures prises par le gouvernement Negrin contre les éléments de la 5e colonne et autres espions s'affublant d'un masque antifasciste agissant pour le compte de Franco, de Mussolini et de Hitler ».

C'est ainsi qu'on qualifie maintenant les militants du P.O.U.M., de la C.N.T. et de la F.A.I. Officiellement, l'Union des Syndicats se range donc aux côtés des fusilleurs staliniens.

Pourquoi les Raynaud et autres Hénaff se gêneraient-ils, puisque personne ne proteste et que les otages ex-confédérés du bureau de l'Union demeurent silencieux?

Oui, pourquoi se gêner?

Sept ans après

Il y a eu ce mois-ci sept ans que s'est tenue la première réunion du « Comité des 22 ».

C'était le 9 novembre 1930, dans un petit restaurant de la rue de Maubeuge, tout près du carrefour Châteaudun.

Les premiers « 22 » ne pouvaient se douter des possibilités que la reconstitution de l'unité syndicale allait fournir aux saboteurs du syndicalisme.

Il en est ainsi des meilleures idées. Une fois lancées, d'autres s'en emparent, les déforment et, finalement, les tuent.

Rupture

Rien ne va plus.

Les pourparlers pour l'unification des deux partis politiques ouvriers sont interrompus. Nul ne peut dire quand ils reprendront, ni même s'ils reprendront jamais.

De nombreux militants se réjouissent de voir que le Parti socialiste échappera ainsi aux manœuvres de Moscou.

Faut-il que l'exemple de l'unité syndicale ait été frappant pour qu'on en soit arrivé là!

Unir... Unir... Unir...

M. Jean Aubert, en attendant d'être député lui aussi, a pris le secrétariat des A.U.S. (Amis de l'Union Soviétique) et assure à ce titre des conférences en série par toute la France. Dernièrement il sévissait à Bauvin, petite localité du Nord, peuplée surtout de mineurs. Pour susciter l'enthousiasme des foules, il assura que les enfants de Staline-le-Grand allaient « à l'école communale » (*sic!*) et raconta, sans rigoler, cette anecdote : dans une usine, une ouvrière demandait que son congé annuel fût retardé de huit jours afin qu'il coïncidât avec le repos de son compagnon... et, à la question du camarade responsable demandant le nom du compagnon, cette « ouvrière » répondit simplement, sans un tremblement dans la voix : « *Mon compagnon est le camarade Joseph Staline!* ». Tout simplement : n'est-ce pas que c'est beau comme de l'antique?

Quelques camarades de Bauvin, estimant que M. Jean Aubert se foutait un peu trop de la gueule du populo, organisèrent une autre réunion contradictoire sur le même sujet : choses de Russie et d'Espagne. Le *Comité pour l'Enquête sur les Procès de Moscou et pour la Liberté d'Opinion dans la Révolution* y délégua Gérard Rosenthal et moi-même, afin d'y expliquer notre point de vue. Je ne répéterai point nos exposés : les camarades se doutent bien de ce que nous avons pu dire.

Mais ce qui est intéressant à noter, c'est qu'il a dû y avoir aussi un tournant de ce côté, et de nouveaux ordres sans doute : notre campagne « porte » et on assure la contradiction alors qu'auparavant l'on nous ignorait... Et quelle contradiction : des camions entiers d'« auditeurs » furent amenés et remplirent les trois quarts de la petite salle municipale, auditeurs fanatisés, certains passablement éméchés, hurlant au moindre prétexte, et sans prétexte, gueulant à tort et à travers : « *Trotskystes assassins. Fascistes assassins. Vendus. A Berlin. A mort...* ». Le tout sous la haute direction de M. Jean Aubert des A.U.S. et de son acolyte, un certain Fossier « milicien des brigades internationales ».

Les arguments de M. Aubert? des citations de Lénine et de Trotsky, sans date (allez vérifier...); des insultes « Agents de Hitler, de Franco, du Mikado... » et de basses provocations de jésuite trouillard qui voudrait bien qu'un exalté, ou éméché, accomplit le sale coup qu'il n'ose accomplir lui-même : « Les ouvriers révolutionnaires devraient botter le cul de ces individus qui viennent ici exposer les thèses de Franco... » (*sic*).

Quant à l'histoire comme la raconte le « milicien » Fossier (mutilé du bras droit, mais *de naissance!!*) ça vaut son pesant de rigolade : Berneri a été assassiné par... les anarchistes. Et d'une. Les Journées de Mai à Barcelone? L'attaque provocatrice du Central Téléphonique? C'est Rodriguez Sala qui allait, avec un seul policier, exiger le paiement des impôts non payés et qui a été attaqué par les anarchistes. Et de deux. Quant au POUM, il ne comprend que 3 ou 4.000 invertis du Barrio Chino et une mystérieuse section « allemande » (bien sûr, voyons...) le D.A.S. qui comprend, sur 350 membres, 330 envoyés directs d'Hitler... Et ainsi de suite : on a honte vraiment de répéter ces invraisemblables conneries débitées par un pauvre saligaud en service commandé, ces idioties sans nom que l'*Humanité* elle-même (et pourtant...) n'oserait pas imprimer et que l'on réserve pour la propagande orale dans les milieux ouvriers.

Lorsque Gérard, pour expliquer les pseudo-sabotages des procès russes, cita le petit livre de Kléber Legay, ce fut du délire dans la foule bien stylée des voyageurs encamionnés : « *Salaud. Vendu. Qu'il vienne ici. On va lui casser la gueule...* ». J'entendis même un innocent qui hurlait : « *Ce n'est pas un mineur* ».

Quand Fossier eut fini son « exposé », Aubert boutonna son pardessus, et tous les encamionnés sortirent, hurlant pêle-mêle : « *Assassins. Unité. A Berlin. Unité. Unité* »... Les camarades syndicalistes et socialistes restés dans la salle, et avec qui nous avons bavardé cordialement, pendant que les encamionnés bien encadrés nous attendaient dans la rue, eurent ainsi un savoureux avant-goût de l'*unité* à la sauce stalinienne...

MAURICE WULLENS.

LES MATELOTS FRANÇAIS ET L'U.R.S.S.

« Les marins du Sontay, de retour de Russie, ont décidé que si le bateau devait effectuer un autre voyage pour des réfugiés espagnols, ils seraient tous volontaires, mais que s'il leur fallait revenir en U.R.S.S., ils débarqueraient tous aussitôt. »

Emile Monnier,
soutier à bord du Sontay, Messageries Maritimes, Dunkerque.

Rapprochement

« Nous devons reconnaître que nous avons joui de privilèges peu ordinaires, puisque j'étais traité en spécialiste étranger. Ce sont précisément ces faveurs que je partageais avec la bureaucratie soviétique qui, en face de l'épouvantable misère du peuple russe, ont provoqué notre profond écœurement. »

Andrew SMITH.
(*J'ai été ouvrier en U.R.S.S.*)

⁂

« Jamais encore je n'avais voyagé dans des conditons si fastueuses. En wagon spécial ou dans les meilleures autos, toujours les meilleures chambres dans les meilleurs hôtels, la chère la plus abondante et la mieux choisie. Et quel accueil! Quels soins! Quelles prévenances! Acclamé partout, adulé, choyé, fêté. Rien, pour m'être offert, ne semblait trop bon, trop exquis... Mais ces faveurs mêmes rappelaient sans cesse des privilèges, des différences, où je pensais trouver l'égalité. »

André GIDE.
(*Retouches à mon retour de l'U.R.S.S.*)

Même les catholiques contre le soudard : « Inutile de souligner l'effet que vont avoir les événements du Maroc en Egypte, en Syrie, dans tous les pays musulmans, et le parti qu'en tireront les propagandes anti-françaises. Quand on pense à la situation internationale, quand on voit M. Mussolini faire des avances aux musulmans, on se demande s'il n'est pas dangereux que la France hérisse contre elle ceux à qui elle demandera encore de revenir « défendre la démocratie et la liberté ». »

(Temps présent, **13 novembre 1937.**)
Emile Dermenghen.

OU EN EST L'ANARCHISME EN FRANCE

Le congrès de l'Union Anarchiste

Notre ami L. Nicolas, vieux collaborateur et membre du « noyau » de la R.P., nous demande l'insertion d'un article concernant le récent Congrès de l'Union anarchiste. Nous sommes trop attachés au droit de libre expression pour ne pas répondre favorablement à Nicolas en publiant son article. Cependant, nous ne croyons pas passer la mesure en spécifiant que cet article n'engage en aucune façon le « noyau » de camarades qui administrent la R.P., et en indiquant que les lecteurs qui seraient d'un avis différent de celui de Nicolas auront, eux aussi, la possibilité de s'exprimer ici.

Les événements d'Espagne ont créé un vaste mouvement d'intérêt dans l'opinion ouvrière envers les organisations anarchistes analogues par leurs affirmations à la FAI-CNT. La plus importante d'entre elles est l'Union Anarchiste; les groupes autonomes et la Fédération anarchiste française ont un rayonnement beaucoup plus faible. Aussi le récent congrès de l'Union Anarchiste mérite-t-il d'être analysé pour les lecteurs de la *R. P.*

Le rapport moral de la Commission Administrative de cet organisme constate tout d'abord un sérieux accroissement des effectifs. Toutefois le chiffre total des adhérents n'est pas publié. L'accroisement numérique est incontestable; pourtant l'Union Anarchiste reste au point de vue effectifs très loin derrière les partis socialiste et communiste, malgré que les libertaires aient connu au cours de l'année écoulée des circonstances exceptionnellement avantageuses; non seulement ils ont été moralement assimilés aux militants de la FAI-CNT dont le courage est, pour la moyenne d'entre eux, hors de doute; mais encore de nombreux éléments des partis socialiste et communiste abandonnaient ces groupements; ils étaient dégoûtés les uns par l'escroquerie du Front populaire, les autres par la propagande nationaliste dominée par la conception de la nouvelle alliance franco-russe. C'étaient précisément des ouvriers militants, actifs et sincères ou des jeunes qui instinctivement ne supportaient pas les pratiques machiavéliques des politiciens. Mais l'Union Anarchiste peut-elle donner satisfaction à ces besoins de combat et de propreté? En examinant le récent congrès, il faut bien conclure carrément et nettement : Non!

⁂

Le noyau majoritaire de la C. A., formé d'anarchistes traditionnels, n'a pas su comprendre l'élan lutte de classes animant les nouveaux adhérents; non seulement il s'en tient à la vague orientation philosophique vers un libéralisme flou valable pour tous les hommes de bonne volonté, aussi bien du prolétariat que des classes moyennes; mais encore cette tendance est-elle décidée à pratiquer au sein de sa propre organisation les mœurs autoritaires et centralistes de la cuisine politicienne en vogue.

Le congrès fut soigneusement fabriqué; aucune tribune libre ne fut permise dans le *Libertaire* pendant la période préparatoire, la Jeunesse Anarchiste Communiste se vit interdire l'envoi de son bulletin aux groupes de province parce qu'elle exposait à côté de la thèse conformiste de la majorité, approuvant le « ministérialisme » des anarchistes espagnols, également l'opinion de la minorité, critiquant cette attitude. (Cela lui vaut d'être mise dorénavant sous la tutelle sévère des adultes). Les rapports établis ne contenaient que des phrases banales évitant de parler de la participation des anarchistes à un gouvernement de collaboration avec les communistes, les socialistes et les radicaux bourgeois, problème posé par la réalité en Espagne. Les groupes venaient au congrès sur une promesse formelle d'entendre non seulement les délégués officiels de la FAI-CNT, mais aussi ceux de l'opposition anticollborationniste groupée autour des « Amis de Durruti » et des « Jeunesses libertaires de Catalogne ». Au congrès, seul l'officiel parla; mis en face de leur partialité dans l'information, les dirigeants anarchistes répondirent en ricanant, que les minoritaires n'avaient qu'à amener eux-mêmes d'Espagne un délégué de cette opposition clandestine et illégale! Pire encore : la fameuse allusion aux agents policiers, insinuation introduite par Frémont, secrétaire de l'Union Anarchiste, après sa réponse à ceux qui osaient critiquer, n'a pas manqué à cette assemblée. Une faible rectification, imposée par les protestations des minoritaires, ne fut même pas insérée dans le *Libertaire*.

Sur un autre point important, l'autoritarisme des dirigeants anarchistes rejoignit leur esprit de confusionnisme libéral planant au delà des classes : il s'agit de l'élimination des Groupes anarchistes d'Usine. De nombreux ouvriers libertaires, souffrant du joug moscovite, imposé dans les grands établissements industriels, décidèrent d'opposer aux staliniens et aux socialistes la propagande anarchiste sur les lieux même du travail. Ils firent soigneusement la distinction entre l'activité syndicale se poursuivant sur son propre plan et la diffusion des idées libertaires se groupant par affinité entre compagnons du même atelier. Leur propagande fut éminemment pratique, précise et différa par là foncièrement de celle des groupes locaux; en effet, dans ceux-ci l'entrée est relativement aisée, la besogne se limitant à la discussion (généralement chaotique et désordonnée) ou, dans le meilleur des cas, à l'organisation de meetings, à la vente du *Libertaire*, voire au coup de poing épisodique contre les éléments de droite. Par contre, à l'usine, l'attitude du militant libertaire est à tout instant mise à l'épreuve, en face du patronat et aux yeux de ses compagnons de travail. Les Groupes d'Usine furent composés d'excellents propagandistes libertaires, et aussi par les grévistes les plus actifs et les syndicalistes les plus épris de leur indépendance. Spontanément leur action s'enracinant directement dans la classe ouvrière, créa chez eux des besoins de contrôle, de cohésion, de réalisme contraires au noyau majoritaire préférant exercer son influence personnelle dans le brouillard des formules vagues. Les Groupes d'Usine exigèrent plus de démocratie ouvrière au sein de l'U. A.; leur contact avec la classe ouvrière les dressa contre les formes « gouvernementales » de l'anarchisme en Espagne. Cela suffit aux dirigeants pour leur interdire tout vote valable au congrès; ainsi, ceux qui avaient, au poste le plus dangereux, sur le lieu de travail, rempli largement leurs devoirs de propagandistes libertaires, se virent refuser le droit de déterminer le destin de leur propre organisation. La direction de l'U. A. ne fut pas entièrement suivie dans son attitude; 28 voix l'approuvèrent; 9 se prononcèrent contre; mais 24 s'abstinrent, renvoyant ainsi tout le problème devant un referendum des groupes. Mais, en attendant, les majoritaires firent élire une commission administrative monolithe, plus exactement « homogène » pour employer leur propre terme, se moquant ainsi cyniquement du principe de non rééligibilité, élisant des délégués exerçant leur mandat pendant des années et refusant toute représentation à la minorité; que de fois les libertaires se sont battus pour ces principes dans d'autres organisations.

Des arguments très caractéristiques furent utilisés contre les Groupes d'Usines; par exemple ce-

lui qu'ils ne peuvent être « spécifiquement anarchistes pour l'action et la philosophie » ou mieux encore « qu'ils ne peuvent être philosophiquement anarchistes »; ou enfin que ces groupes propagent « la mystique de la production »! Ce qu'ils ont rigolé les copains, eux qui, précisément, bataillent tous les jours pour le ralentissement de la cadence et pour travailler mieux à leur aise!

Mais le moment cardinal du congrès était dans l'attitude à prendre en face des événements espagnols. La minorité, ou plus exactement un noyau de cette minorité composé de camarades formulant exactement leurs vues, présenta une motion très détaillée qui mériterait d'être reproduite entièrement si la *R. P.* disposait de plus d'espace. Ces libertaires se considèrent pleinement solidaires des combattants espagnols. Pour ne pas desservir ceux-ci par une critique uniquement négative ils ont, dans leurs conclusions, cherché à formuler avant tout les procédés à rejeter ou à appliquer éventuellement en France. Ceci les amène à invoquer la nécessité de l'organisation de l'action directe et du travail au sein de l'armée. Ils se désolidarisent de tout secours bourgeois, même sous le prétexte d'antifascisme et rappellent l'urgence d'un véritable boycott du ravitaillement de Franco en matériaux et munitions. Ils montrent que le gouvernement espagnol, soi-disant « antifasciste », instaure sous l'influence stalinienne un pouvoir antiouvrier tyrannique quasi équivalent de celui de Franco. Ils concluent à rejeter dans leur lutte toute justification d'une coalition gouvernementale, même « antifasciste », avec des radicaux bourgeois, des socialistes et des communistes. Enfin ils conçoivent à la place de l'Etat détruit, non pas la reconstitution d'un Etat antifasciste, d'une république de « comitards » de gauche, mais bien la gestion d'une « Fédération des communes libres, élues par des assemblées générales syndicales et coopératives et soumises à leur contrôle permanent ».

La majorité l'emporta sur une motion purement sentimentale, d'un ton « admiratif et fraternel », mais qui permet d'éviter soigneusement de toucher aux problèmes posés par la réalité. Par contre, cette motion interdit, même dans les rangs de l'organisation, toute critique envers les dirigeants de la FAI-CNT.

Ceci s'explique. L'équipe dirigeante de l'U. A. mettait sur pied une œuvre de coalition entre les éléments les plus hétéroclites, sous prétexte d'aide immédiate à l'Espagne « antifasciste ». Il ne s'agit évidemment pas d'organiser l'action directe contre le ravitaillement de Franco. Cela obligerait les chefs syndicaux, amis des dirigeants de l'U. A., à agir et non simplement parler et écrire. La nouvelle œuvre, la Solidarité Internationale Antifasciste, se borne à un travail humanitaire de Croix-Rouge; mais, en attendant, la résistance directe demandée notamment par l'appel de la FAI-CNT, restera absente au bénéfice d'une activité de philanthropie.

Enfin le congrès a accordé quelques minutes à une motion sur la guerre; il a bien voulu y inclure quelque précision stipulant que même pour le gouvernement Negrin les travailleurs français ne devaient pas accepter de marcher à la boucherie. Mais aucune étude, aucune discussion, aucun effort pour envisager pratiquement les mesures propres à paralyser la guerre.

C'est bien conforme à l'esprit général de la direction de l'Union Anarchiste : de la phrase agressive et violente, mais pas d'éducation sérieuse, coordonnée, profonde dans le sens révolutionnaire et à plus forte raison aucune préparation réfléchie à l'action que la réalité peut exiger d'un moment à l'autre.

Pour un groupe de libertaires :

L. NICOLAS.

« Dans les compétitions méditerranéennes, qui s'annoncent de plus en plus sévères, croyez-vous que les 80 avions réunis à l'aéroport de Tunis (au cours de la « croisière impériale ») pèseraient bien lourd dans la balance si la France ne peut pas compter sur l'appui spontané et enthousiaste des trois peuples nord-africains?

« Autre question :

« Croyez-vous qu'en l'état actuel des esprits et des mœurs, il soit encore possible à la France d'avoir, par la contrainte et la terreur, l'appui de ces trois peuples, le jour où ses ennemis mortels lui sauteront à la gorge?

« Si vous le croyez, tant pis pour vous! »

(**De l'**Action Tunisienne, **journal arabe de Tunis, 13 novembre 1937.**)

« Partout, au Maroc, la répression sévit, et nous n'en connaissons que ce que veut bien laisser percer la Grande Presse dite d'information. Par centaines, les fellahs défilent devant une juridiction moyenâgeuse et peuplent ensuite les prisons de toutes sortes de réduits clos d'une porte solide. La bastonnade est remise en honneur. On se venge d'une tribu en faisant razzier son douar, comme cela devait se passer au temps de Charlemagne. »

Gaston Delmas,
secrétaire de la Fédération socialiste du Maroc.
(Maroc Socialiste, **23 octobre 1937.**)

Le numéro de Maroc Socialiste **qui contenait cet article a été saisi par ordre de M. Noguès.**

Le camarade Driss Benzakour, Marocain, membre de la section socialiste de Fès, figure parmi les centaines d'arrêtés. Il lui est reproché entre autres d'avoir servi d'interprète à Maurice et Magdeleine Paz, lors d'un récent voyage de ceux-ci au Maroc; ce qui fait écrire à Magdeleine Paz dans le Populaire **du 14 novembre :**

« Nous ne supporterons pas que l'Administration poursuive plus longtemps une politique non seulement inhumaine, non seulement inique, mais absurde, mais insensée, et qui sent vraiment trop la provocation. »

Fort bien!

Mais pouvons-nous faire respectueusement observer à Magdeleine Paz que l' « Administration » **qui arrête un socialiste marocain, coupable d'avoir été l'interprète du secrétaire de la Commission coloniale du Parti socialiste, est sous les ordres d'un gouvernement dont le vice-président est le chef même dudit Parti socialiste?**

NOTES
D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

RESULTATS D'UNE CATASTROPHE!

Beaucoup de sociétés font aller leur année sociale du 1er juillet au 30 juin, au lieu du 1er janvier au 31 décembre; un certain nombre d'entre elles viennent de publier leurs comptes pour l'année écoulée, c'est-à-dire pour les douze mois qui vont du 1er juillet 36 au 30 juin 37. Ces comptes se rapportent donc à une période qui s'est déroulée tout entière sous le régime imposé par les grèves de Juin : congés payés, salaires accrus, heures de travail diminuées. Ce régime, comme on le sait, devait être catastrophique pour l'industrie française, il devait obligatoirement la conduire à la ruine.

Or, loin d'être catastrophiques, les résultats financiers de l'année 36-37 sont infiniment plus brillants qu'ils ne l'avaient été depuis nombre d'années.

J'ai relevé tous les bénéfices de 36-37 annoncés entre le 1er et le 15 novembre par les sociétés dont j'ai eu également les bénéfices durant l'année précédente; je les donne ci-dessous. Les chiffres de la première colonne indiquent les bénéfices de 36-37, ceux de la seconde les bénéfices de 35-36; ces bénéfices sont généralement les bénéfices nets. Cependant, lorsque j'ai eu les bénéfices bruts, ce sont eux que j'ai donnés, car leur variation indique beaucoup mieux, que celle des bénéfices nets, les variations de la marche industrielle d'une affaire. Voici la liste :

	36-37	35-36
Française d'Entreprises de Dragages et de Travaux Publics	1.906.412	106.190
Société Centrale de Dynamite	2.858.160	2.311.254
Etablissements Siegel et Stockman (pertes)	— 168.379	— 678.053
Société Générale d'Entreprises	4.313.366	4.064.643
Compagnie Générale Industrielle	3.495.513	2.685.496
Sud-Electrique	5.537.254	5.485.670
Bordelaise de Produits Chimiques	5.969.053	1.016.730
Mines de Bruay	21.999.374	20.368.766
Compagnie Générale de Gaz et d'Electricité	28.534.529	25.308.450
La Brosse et J. Dupont réunis	3.171.332	2.275.901
Cinzano	20.262.898	13.957.620
Mines de l'Escarpelle	3.000.997	2.885.667
Compagnie Générale d'Electro-Métallurgie	10.196.000	6.448.000
Prisunic, Uniprix, Priba	12.480.000	12.338.000
Etablissements Arbel	1.473.760	1.038.325
Electricité de Paris	87.289.160	67.340.235
Compagnie française des Métaux	15.157.611	14.299.993
Banque franco-japonaise	406.651	329.701
Aciéries du Nord	20.578.935	18.831.926
Galeries Lafayette	6.533.995	3.940.297
Union Electrique et Gazière de l'Afrique du Nord	1.010.000	809.000
Mines, Fonderies et Forges d'Alais (benéfice contre perte)	627.076	— 1.175.095
Aciéries de la Marine et d'Homécourt	8.384.000	»
Forges de Strasbourg	1.247.975	799.181
Docks industriels	520.966	426.812
Omnium lyonnais	547.915	453.411
Société électrique du Nord-Ouest	4.254.825	4.666.768
Produits chimiques de Gerland	1.702.294	1.769.609
Nitrogène (pertes)	— 60.089	— 34.920
Houillères d'Ahun	14.507	104.660
Grands Magasins « A l'Innovation »	18.893.650	19.411.377
Applications industrielles	8.523.905	9.057.064
Coopérative d'approvisionnement, de transport et de crédit	1.954.319	1.971.900

Ainsi, sur trente-trois sociétés, sept seulement ont des résultats inférieurs à ceux de l'année précédente, et, tandis que la diminution des bénéfices de chacune de ces sept sociétés est infime, l'augmentation des bénéfices des autres est parfois considérable. Au total, les bénéfices réalisés par les trente-trois sociétés durant cette année (déduction faite des pertes) est de 302.846.438 francs; l'an dernier ils étaient seulement de 244.502.552 frs. Donc, d'une année à l'autre, ils ont augmenté de tout près de 25%. Malgré les congés payés, malgré l'augmentation des salaires, malgré la réduction des heures de travail, malgré les grèves, malgré le « ralentissement » du rythme du travail!

LE CADEAU DU FRONT POPULAIRE AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

Au lendemain des décrets sur le nouveau régime des chemins de fer, nous avions signalé incidemment que les nouvelles conventions faisaient un cadeau aux actionnaires des Compagnies de chemins de fer. Maintenant qu'on a eu le temps d'étudier de plus près ces conventions et de faire quelques calculs, on se rend mieux compte de l'ampleur du cadeau.

Qu'on en juge!

L'exemple que nous prendrons sera celui du propriétaire d'une action de jouissance P.L.M. Nous prenons le P.L.M. parce que c'est le plus grand réseau français, et nous prenons l'action de jouissance parce que l'action de capital pouvant être remboursée, selon qu'on est favorisé par le sort ou non, immédiatement ou seulement dans plusieurs années, cela complique singulièrement les calculs; mais, pour tous les réseaux et pour toutes les sortes d'actions, les résultats sont, sinon exactement identiques, tout au moins du même ordre.

Or donc, d'après une étude publiée le 4 novembre par le journal financier *l'Information*, l'action de jouissance du P.L.M. recevra, en vertu des nouvelles conventions, d'une part, un dividende annuel de 55 francs jusqu'en 1958, et, d'autre part, en 1958, elle sera remboursée par 654 francs en espèces au minimum, plus une action de 250 francs, soit au total : 904 francs.

D'autre part, au début d'août, c'est-à-dire avant qu'on ne connût la teneur des décrets, cette action de jouissance P.L.M. était cotée 360 francs à la Bourse de Paris, c'était là donc la valeur à laquelle on estimait alors cette action. Ainsi, une chose qui valait 360 francs va être payée, grâce aux nouveaux décrets, 904 francs dans 20 ans, après avoir rapporté d'ici là chaque année un intérêt de 15,27% (55 frs).

Payer aux actionnaires des Compagnies de chemins de fer un intérêt de 15% pendant vingt ans et leur rembourser ensuite leurs actions à deux fois et demi leur valeur, cela c'est vraiment de l'expropriation, n'est-ce pas?

Après une telle « expropriation » il y a deux choses qui n'étonneront pas :

La première est que, dès qu'on s'est rendu compte de la magnificence du cadeau, les actions des Compagnies de chemins de fer ont monté vigoureusement. Par rapport au début d'août, elles ont déjà monté de 50% (545 frs l'action de jouissance P.L.M. actuellement au lieu de 360), et ce n'est pas fini.

L'autre chose, qui étonnera encore moins, c'est que pour payer ce cadeau il faut de l'argent, et que cet argent on se le procure... en augmentant les tarifs de chemins de fer. Après l'augmentation massive de cet été, Bonnet a annoncé une nouvelle augmentation de 25% au 1er janvier prochain. Et là encore, sans doute, ce n'est pas fini.

J'avais tort tout à l'heure d'insinuer que le Front populaire ne pratiquait pas l'expropriation. Au contraire, il la pratique merveilleusement; seulement c'est l'expropriation au profit des possédants, l'expropriation des non-actionnaires au profit des actionnaires.

FILM... A EPISODES

On comprend que devant une situation aussi prospère du capitalisme privé, et de tels cadeaux faits au capitalisme des services publics, le gouvernement du Front populaire soit assez gêné pour refuser les 150 francs des fonctionnaires. C'est à cela sans doute qu'il faut attribuer le nouvel épisode du film des cagoulards.

Entendons-nous bien!

Que nos fascistes aient constitué des dépôts d'armes, cela est bien certain. Il y a longtemps que tout le monde le sait, et il y a des années qu'on le dénonce. Mais c'est précisément parce que tout le monde le sait, parce que il n'y a pas de province où ceux qui sont mêlés à la lutte antifasciste ne connaissent les lieux des dépôts d'armes et ceux qui les constituent, qu'il serait invraisemblable que, seule, la police ne le sût point, que ce soit seulement maintenant qu'elle le découvre, et qu'elle le découvre... par tranches.

A la veille du jour où la question des 150 francs atteint son point critique, quelle merveilleuse occasion apporte la rue Ribéra pour pouvoir dire aux fonctionnaires : « Vous voyez les dangers que court la République! En une conjoncture aussi grave, ne mettez pas le gouvernement en difficultés! Sacrifiez-vous une fois de plus pour la République! »

Attendons-nous à ce qu'à chaque nouvelle difficulté gouvernementale, on découvre de nouveaux dépôts d'armes. Les cagoulards sont d'un secours trop précieux pour qu'on les épuise en une seule fois. Si Chautemps-Blum voulaient réellement en finir avec le fascisme, il y a longtemps qu'ils auraient mis la main au collet de Tardieu, coupable, selon son propre aveu, du plus caractérisé des complots contre la sûreté de l'Etat, ...et d'un complot autrement dangereux que celui des cagoulards.

LE PROVOCATEUR NOGUES

Le provocateur Noguès continue ses provocations.

Succédant à la suppression d'eau de Meknès, à la procession de sainte Thérèse à Khemisset, à la pénétration de l'armée dans les mosquées, aux arrestations en masse, à l'internement et au bannissement sans jugement, aux proclamations de brute déchaînée, ce fut la fermeture de toutes les médersas de Fès. Les médersas, c'est-à-dire des « Cités universitaires » où des milliers et des milliers d'étudiants venus des quatre coins du Maroc viennent habiter et vivre gratuitement pendant la durée de leurs études. Cela dans une ville comme Fès qui est avant tout une ville d'Université, la plus importante Université du monde musulman après le Caire.

On se demande jusqu'où ira la folie de cet homme!

D'ailleurs cette ultime folie était telle que son auteur dut battre précipitamment en re-

traite. Vingt-quatre heures après la fermeture, il donnait l'ordre de réouverture.

Cependant la fermeture avait, pour ce provocateur professionnel, atteint son but : elle avait suscité de la part de toute la population de Fès de vigoureuses protestations, et notamment la grève des commerçants de la ville, ce qui permit de nouvelles condamnations...

Cet emploi systématique et continu de la provocation, devenue seul système de gouvernement, serait incompréhensible si l'on ne se souvenait que M. Noguès est général de son métier, et, qui plus est, général colonial. Or, la provocation est le système classique de tous les officiers coloniaux pour obtenir décorations et avancement.

Qu'on me permette à cet égard un souvenir personnel.

C'était durant les tout derniers mois de 1917, dans l'Extrême-Sud Tunisien. Après le soulèvement des tribus de cette région en 1915, l'autorité française avait abandonné les postes sahariens et établi sa première position de défense dans un camp retranché hâtivement établi, appelé Dehibat, qui était situé à quelques kilomètres à peine de la frontière tripolitaine. De l'autre côté de la frontière les Italiens avaient fichu le camp, mais ils avaient rigoureusement interdit à la France de franchir « leur » frontière, sous quelque prétexte que ce fût. Si bien qu'à une douzaine de kilomètres du camp français de Dehibat, en un village appelé Ouazzen, pouvaient vivre tranquillement quelques centaines de « rebelles », car ce village était situé en Tripolitaine.

Or, à ce moment, il y avait à Dehibat, outre deux compagnies de zouaves, un bataillon de joyeux auquel on venait de donner comme chef un capitaine blessé sur le front français, mais qui n'avait pu y décrocher sa quatrième ficelle. C'était pour la lui faire avoir qu'on l'avait nommé au commandement de ce bataillon, mais encore, pour la lui donner, fallait-il une occasion.

Cette occasion, on la lui monta de toutes pièces, selon le procédé habituel dans les guerres coloniales : la provocation.

On vit partir, un beau matin, le bataillon de joyeux, en pleine tenue de guerre, et qui se dirigeait *droit sur Ouazzen*. Il n'était naturellement pas du tout question de prendre Ouazzen; je répète que cela était rigoureusement interdit, même à un candidat au quatrième galon. Il s'agissait d'une simple provocation. Celle-ci réussit : dès que les Arabes de Ouazzen se rendirent compte de la direction de la colonne, craignant une attaque sur leur village, ils se portèrent au-devant de l'ennemi et tirèrent. Bien entendu, un certain nombre de coups firent mouche. Aussitôt qu'il y eut suffisamment de « mouches », l'aspirant commandant ramena son bataillon à Dehibat, rapportant triomphalement les cadavres de trois de ses soldats : ces trois cadavres, c'était le quatrième galon assuré. Quelques jours à peine après il était nommé commandant.

Or, ce n'est là qu'un cas particulier d'un phénomène général. Avant guerre, alors que nous étions tout de même davantage à dire la vérité, tout le monde savait que les guerres coloniales c'était cela : des provocations à jet continu, afin d'avoir une « affaire » qui procurerait l'avancement. Bien rares sont ceux qui ayant eu à prendre part à des opérations militaires dans les colonies, soit pendant leur service, soit pendant leur mobilisation, n'ont pas été témoins de faits comme celui que je viens de rapporter.

Eh bien! c'est dans cette atmosphère, dans cette pratique constante de la provocation que M. Noguès a passé une grande partie de sa carrière. C'est toujours par la provocation qu'il a vu « arriver ». Il continue donc simplement à faire comme Résident ce qu'il faisait et voyait faire comme officier. La provocation est devenue sa seconde nature.

Aussi, au fond, le plus coupable n'est-ce pas lui. Le vrai coupable est celui qui l'a mis là. C'est le « crétin parlementaire » qui, incapable de voir au delà de l'enceinte du Palais Bourbon, a, par peur des criailleries de l'opposition, remis un militaire à la Résidence générale du Maroc. La presque totalité des mesures prises par le gouvernement Blum, sauf bien entendu celles qui lui furent imposées par l'action directe des intéressés, se sont distinguées par un caractère réactionnaire accentué. Parmi les plus typiquement réactionnaires figure celle qui a consisté à rétablir au Maroc le pouvoir militaire, après dix ans de gouvernement civil.

M. MOUTET, DU PARTI SOCIALISTE ET DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, A, LUI AUSSI, SON MOT A DIRE

Il nous faut revenir sur la scandaleuse condamnation à mort prononcée sans jugement, sous le vocable de bannissement, contre El Fassi, le professeur musulman de Fès connu dans tout l'Islam.

Sans jugement, par simple décision du Sultan, El Fassi a été banni du Maroc. M. Delbos, qui a le Maroc dans son Département, peut prétendre que c'est légal, puisque la France de la République et des Droits de l'Homme a soigneusement maintenu le Droit divin du monarque au Maroc et en Tunisie, afin de s'en servir elle-même sous le couvert de la signature de son « protégé ».

Mais si la mesure prise par le radical Delbos agissant sous le nom du Sultan, si formidablement arbitraire qu'elle soit, peut être considérée comme légale, il n'en est pas de même de celles que peut être amené à prendre, comme suite à celle-là, le socialiste Moutet, ministre des Colonies.

Oui, le Sultan du Maroc a — tout comme Louis XIV — sous la protection de la République française le droit d'embastiller et de bannir ses sujets, sans autre règle que son bon plaisir. Mais son droit s'arrête là.

Or, qui dit bannissement dit : interdiction de résider dans son pays, mais c'est tout. En

dehors de son propre pays, l'exilé a le droit de résider où il lui plaît. Le Sultan n'a pas le pouvoir de l'obliger à habiter le lieu le plus malsain de la terre, le lieu où, étant donné l'état de santé d'El Fassi, celui-ci est condamné à mourir à brève échéance. Or, ce lieu le plus malsain de la terre, ce lieu où l'autorité française a la prétention d'obliger l'exilé marocain à résider, Libreville, dans le Gabon, dépend, en tant que colonie française, de M. Moutet. Il n'existe aucun droit, marocain ou français, qui permette aux autorités françaises du Gabon d'obliger El Fassi à y demeurer, s'il en veut partir. L'y retenir de force, c'est se rendre coupable du délit de séquestration. M. Moutet, avocat traditionnel de la Ligue des Droits de l'Homme, obligera-t-il ses fonctionnaires à séquestrer El Fassi? La parole est à lui, et à son parti.

R. LOUZON.

LETTRE DE CHINE

Les étapes du ralliement des communistes au Kuomintang

Shanghaï, octobre 37.

Depuis 1927, la politique intérieure chinoise a été dominée par la répression du communisme : d'une part, arrestations et exécutions individuelles, dans les régions contrôlées par le Kuomintang; de l'autre, opérations militaires de grande envergure contre les armées rouges occupant de vastes territoires.

Serrées de près dans le sud de la Chine, les troupes communistes s'étaient enfin reformées, il y a trois ans, dans le nord-ouest du pays, dans les montagnes du Seu-tchoan, au Kansou et au nord du Shensi. Dans cette dernière province, l'ancienne armée du nord-est (Mandchourie) avait été transférée par le gouvernement central avec mission de les exterminer.

Cependant, il y a un an et demi environ, on apprenait qu'au lieu de combattre les Rouges, les troupes du nord-est fraternisaient avec eux. Ceci motiva le voyage de Tchian Kai-shek au Shensi, d'où s'ensuivit le fameux coup de Sian, avec séquestration du généralissime.

Le coup de Sian marque en quelque sorte le dénouement de la grande crise chinoise contemporaine, qu'il s'agisse de politique intérieure ou extérieure. Du moment qu'on n'avait pas essayé de régler l'affaire de Sian au moyen d'une campagne militaire contre les rebelles, on devait dans le fond donner raison à ceux-ci. Or, l'accord ne pouvait se faire que sur la question de la résistance au Japon.

En fait, il y a déjà longtemps que les communistes désiraient rentrer en grâce. Ce changement d'attitude devait fatalement suivre de près ou de loin la nouvelle politique moscovite de la « révolution dans un seul pays ». Mais ce n'est qu'après Sian qu'ils purent se faire écouter.

A la fin, telle était leur impatience de rentrer au bercail qu'ils y donnèrent une expression publique. Par l'appel adressé à la session plénière du Comité central exécutif du Kuomintang à la fin de l'hiver dernier, le Parti communiste se soumettait d'avance à toutes les conditions que la parti dirigeant mettrait à son ralliement.

Nankin, cependant, feignait officiellement de faire la sourde oreille et jouait à la vertu offensée lorsqu'on faisait allusion à une réconciliation possible. Du reste, on ne pouvait décemment publier les bans sans reconnaître du même coup qu'ils signifiaient la rupture avec le Japon, et les fiançailles en furent retardées.

On trouverait, pour expliquer le rapprochement, des causes plus profondes que des considérations d'impuissance militaire ou la politique de la IIIe Internationale. Au fond, le Kuomintang et le Parti communiste commençaient à s'apercevoir qu'ils avaient besoin l'un de l'autre. Le Kuomintang, qui n'est plus populaire depuis de longues années, avait besoin du Parti communiste pour faire au Triple principe populaire de Sun Yat-sen une nouvelle virginité, et le Parti communiste avait besoin du Kuomintang pour regagner un champ d'action qu'il avait perdu, confinées comme l'étaient les armées rouges en de lointaines régions frontières.

L'agression japonaise précipita les choses. C'est, dès le mois d'août, la réorganisation, sous l'égide du gouvernement de Nankin, de l'armée rouge, qui se transporte au Shansi (avec un *a*) et prend le nom de 8e armée de route des forces du gouvernement central. Celui-ci comme les généraux Tchou Teu et Pong Teu-hoai, anciens chefs de l'armée rouge, respectivement commandant en chef et commandant-adjoint de la nouvelle armée.

De son côté, Mao Tze-tong, le président de la République soviétique chinoise, se rend à Nankin siéger au Conseil supérieur de la défense nationale, qui vient de se fonder et qui réunit les représentants des diverses tendances politiques.

Le pas décisif est accompli le 22 septembre par la publication à Nankin d'un manifeste du Comité central exécutif du Parti communiste, manifeste qui se donne pour but de préciser la position du parti devant la crise nationale actuelle.

Ayant annoncé que le Parti communiste a résolu d'adopter une nouvelle politique, en vue de consolider l'unité de la nation en cette période de crise, le manifeste attire l'attention sur les quatre points suivants :

1° S'étant rendu compte que le Triple principe populaire de Sun Yat-sen est indispensable à la réorganisation du pays, le Parti communiste chi-

nois s'engage à déployer dorénavant toutes ses forces en faveur de la complète réalisation de ce principe.

2° Le Parti communiste chinois a décidé d'abandonner toute mesure tendant au renversement du gouvernement du Kuomintang par la violence, ainsi que sa politique de soviétisation de la Chine, de propagation des doctrines communistes et d'expropriation forcée des terres.

3° Le Parti communiste chinois a décidé de dissoudre le gouvernement de la République soviétique de Chine et de soutenir un gouvernement de forme démocratique, afin de permettre l'unification de l'autorité administrative dans le pays entier.

4° Le Parti communiste chinois a décidé de supprimer le titre et les insignes de l'armée rouge et de regrouper ses forces sous le nom d'armée nationale révolutionnaire, laquelle sera placée sous le commandement de la Commission des Affaires militaires du gouvernement national. L'armée révolutionnaire est prête à se rendre au front sous les ordres de cette commission, pour y remplir son devoir envers la défense nationale.

On sait qu'à cette date l'ancienne armée rouge, dans le nord de Shansi, était déjà en contact avec l'ennemi.

Ce qu'on sait moins, c'est que cette mobilisation communiste ne se limite pas à la 8e armée de route. Lorsqu'il y a quelques années le gros des forces rouges eut évacué le sud de la Chine et émigré vers le nord-ouest, déjouant toutes les mesures prises par l'armée centrale pour l'arrêter, de très nombreux détachements restèrent en arrière, retranchés sur les confins montagneux de plusieurs provinces. Ils ne se signalaient pas à l'attention du grand public, le gouvernement central préférant du reste laisser croire à un « nettoyage » complet. Dans une sphère plus réduite, ils poursuivaient les activités du « gouvernement de la République soviétique », s'organisaient et prospéraient.

Depuis que la paix avec le Kuomintang est chose assurée, ces hors-la-loi sortent de leurs cachettes, affluant de toutes parts, étonnant par leur nombre. Au début de ce mois, leurs délégués ont ouvert des négociations avec les autorités provinciales du Kiangsi pour l'organisation de ces troupes en une armée régulière. Ces délégués représentaient les cinq provinces suivantes : Kiangsi, Tchekiang, Foukien, Hounan et Anhoei, dont tous les communistes déclarent se rallier au manifeste du parti et vouloir prendre part à la résistance contre le Japon.

Entre-temps, le général Tchian Kai-shek a dégagé dans les termes suivants la signification du ralliement des communistes :

« L'allégeance maintenant publiquement avouée des communistes à la cause du Triple principe populaire a heureusement comblé la dernière brèche de notre armure nationale... Le renforcement de notre solidarité interne nous permet de mobiliser toutes nos ressources nationales pour combattre l'agression extérieure dans un esprit de confiance en soi. »

Le problème est donc liquidé. D'une part, le Kuomintang reconnaît l'existence légale du Parti communiste; de l'autre, ce dernier parti s'engage à suivre l'enseignement de Sun Yat-sen. Au bout de dix ans de luttes acharnées, l'union est refaite, et, comme on a pu le constater, elle va plus loin qu'une simple « union sacrée ».

J. R.

ENTRE NOUS

Possibles

Chaque fois que nous informons les camarades de la fin de leur abonnement nous leur demandons de ne pas oublier de nous envoyer, en même temps que le montant de leur renouvellement, une liste d'abonnés « possibles ». Nous devons reconnaître que beaucoup de nos demandes sont satisfaites, par contre un trop grand nombre ne le sont pas. Cependant, c'est encore le système des possibles qui s'est avéré comme étant le meilleur moyen pour le recrutement de nos lecteurs. Nous voudrions bien que nos amis ne l'oublient pas, et qu'ils n'hésitent pas à nous adresser une liste de possibles, non seulement quand nous leur en faisons la demande expresse, mais chaque fois qu'ils estiment qu'un article ou une étude seraient susceptibles d'intéresser les autres camarades.

Abonnements de soutien

Juin à septembre : Barrué, 50; Bory, 100; Chambelland, 50; Chaneaux, 100; Costes, 50; Flouret, 150; Germain, 100; Girard, 50; Hagnauer, 50; Henri Marguerite, 300; Marzet, 50; Maupioux, 50; Nicolas L., 50; Raguier, 100; Romagne, 50; Sandillon, 200. — Total : 1.500 francs.

Octobre : Lebeau, 85; Bruhbacher, 332.50; Ch. Bory, 100; Monatte, 50; Hagnauer, 50. Total : 617 frs 50.

Notre souscription permanente

Juin : Bonnard (S.-et-O.), 10; Dumairir (Rhône), 25; Durand (Algérie), 50; Dagain (Côtes-du-Nord), 5; M. Pichorel (Paris), 5. — Total : 95 francs.

Juillet : B. (Paris), 10; Beatrix (Paris), 10; Daygue (Rhône), 3; Faure (Canada), 10; Favalelli (Corse), 5; Husson (Paris), 5; N. (Japon), 10; Pagel (Seine), 10; Saufrignon (Vienne), 5; Toesca (Paris), 30; Theo (Belgique), 65; Thomas (Indre), 5; Vega (Aube), 10; Wipff (Paris), 10. — Total : 188 fracs.

Août : Baudin (S.-et-L.), 5; Marzet (Seine), 20; A. Pelletier (Paris), 10. — Total : 35 francs.

Septembre : Bubo (Paris), 10; Cerf (Paris), 5; Denat (Isère), 3; Farsy (P.-de-C.), 15; Finidori (Paris), 10; Joly (Paris), 10; Laffont (Paris), 10; Mader (Oise), 25; Martin (Drôme), 5; A. Pelletier (Paris), 5. — Total : 98 francs.

Octobre : Meyssonnier (Côtes-du-Nord), 10; H. Sellier (Seine), 10; Bayard (St.-et-O.), 60; Grandjouan (Paris), 60; Lefebvre (Seine), 5; Max Leblanc (Aisne), 10; Fradin (Paris), 10; Devaux (Paris), 5; Robert (Paris), 10; Barbet (Somme), 10; Micolon (Loire), 2; Barré (Seine), 5; Prunac (Paris), 10. — Total : 207 francs.

Comité d'Enquête sur les Procès de Moscou et Cartel de défense des Révolutionnaires emprisonnés en Espagne

GRANDE REUNION PRIVEE D'INFORMATION

Mercredi 8 décembre 1937, à 20 h. 45

Salle F, Mutualité, Rue St-Victor, Paris.

1) **La situation des révolutionnaires emprisonnés en Espagne,** par le délégué du Cartel, retour de Barcelone.

2) **L'assassinat de NIN et de ses camarades,** par un camarade de la **R. P.**

Entrée : 2 francs

Cartes d'invitation à la permanence de la **R. P.**

Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e).  *Le gérant :* M. CHAMBELLAND.

Trois ouvrages fondamentaux sur la vie en U. R. S. S.



Tableau d'ensemble

Ce qu'est devenue la Révolution Russe

par **YVON**

Préface de **Pierre Pascal**

2 fr. 50 franco.

Récits confirmatifs

Un mineur français en U. R. S. S.

par **KLEBER LEGAY**

secrétaire de la Fédération Nationale des Mineurs

Editon complète : 4 francs. **Edition réduite : 1 fr. 50.**

J'ai été ouvrier en U. R. S. S.

par **ANDREW SMITH**

ouvrier mécanicien américain

Edition complète : 18 francs. **Edition réduite : 3 francs.**

L'ouvrage d'Yvon et l'éditon réduite de Legay sont en vente à la **R. P.** (voir en 2e page de la couverture les conditions spéciales pour les deux ouvrages) ; les autres volumes sont en vente à la **Librairie du Travail,** 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10e). (Chèques postaux : **Paris 43-08**).

Les Editions de la Révolution Prolétarienne

se donnent pour but de fournir à ceux qui ne veulent pas se laisser tromper les moyens de se reconnaître au milieu des éléments mouvants de la vie politique et sociale quotidienne.

La politique n'est qu'une superstructure; elle est déterminée par l'infrastructure économique et par la structure sociale.

Les deux premiers volumes de notre collection permettent de comprendre les raisons profondes

de la politique extérieure :

Précis de Géographie économique

par **J. F. HORRABIN**, traduction de **J. Péra.**

45 cartes. — 9 francs.

de la politique intérieure :

L'ECONOMIE CAPITALISTE

Principes d'Economie politique

par **R. LOUZON**

Nouvelle édition. — 12 francs.

Les 2 volumes ensemble : 20 francs franco

Adresser les commandes à la **Révolution Prolétarienne,** 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e). (Chèques postaux : **Paris 734.99**)